



Le Chili a connu une poussée sociale massive à partir du mois d'octobre de l'année dernière, d'abord par les étudiants contre l'augmentation des transports, mais elle s'est ensuite généralisée et a mobilisé des millions de Chiliens remettant en cause le modèle hérité de la dictature de Pinochet et exigeant, entre autres, une nouvelle constitution.

Le gouvernement capitaliste de Piñera a répondu aux manifestants par une répression qui a fait des milliers de blessés, des mutilations, des dizaines d'abus sexuels et de tortures, des milliers d'arrestations arbitraires et des dizaines d'assassinats. La participation des forces répressives à des assemblées et des provocations a également été documentée. À ce jour, environ deux mille cinq cents (2 500) personnes, dont des dizaines de mineurs, sont toujours détenues dans les prisons chiliennes pour avoir exercé leur droit de manifester, dans le cadre d'une "détention préventive" qui s'est prolongée, dans de nombreux cas, au-delà de la durée d'une éventuelle condamnation.

Depuis les Caraïbes et l'Amérique centrale, nous nous joignons aux voix qui, au Chili et dans le monde entier, réclament la LIBERTÉ DES PRISONNIERS POLITIQUES et mettent en garde contre le risque auquel sont délibérément exposés les prisonniers, entassés dans des prisons insalubres, dans le contexte de la pandémie de covidés19. Le message de Piñera est que toute personne qui proteste peut être tuée, torturée ou exposée à la pandémie indéfiniment dans les prisons chiliennes. Avec l'unité du peuple travailleur chilien et des peuples du monde, nous vaincrons cette intention criminelle de Piñera.

Afin de promouvoir la sensibilisation à cette juste cause, nous chercherons à obtenir une action unie des organisations et des personnes qui ont signé cette déclaration.

LA LIBERTÉ POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES CHILIENS!

Â

Â